

Alliot-Marie, pionnière à la Défense et l'Intérieur, anti-Dati place Vendôme

Michèle Alliot-Marie, 62 ans, nommée à la Chancellerie où elle fera figure d'anti-Dati, a été la première Française présidente d'un grand parti, l'ex-RPR, ministre de la Défense puis ministre de l'Intérieur où elle a dû mettre en musique, parfois à contre-cœur, le programme du candidat Sarkozy.



Michèle Alliot-Marie, le 10 juin 2009 à Paris photo : **François Guillot** AFP

Femme et chef dans un univers d'hommes, MAM, comme on la surnomme familièrement, est une figure des années Chirac et considérée comme incontournable à l'UMP, l'ex-RPR, dont elle connaît tous les rouages. Ce n'est pas une intime du chef de l'Etat mais elle l'a soutenu dans sa course à la présidentielle. En retour, elle a obtenu, en mai 2007, le portefeuille de "premier flic de France", une place enviable mais pleine d'obstacles.

Mme Alliot-Marie succédait à Nicolas Sarkozy, deux fois en poste place Beauvau, et qui a bâti son succès sur le thème de la sécurité dont il use encore souvent. A son arrivée à l'Intérieur, elle a reçu une feuille de route tracée par le chef de l'Etat qui a en outre nommé des proches autour d'elle ne lui facilitant pas la tâche.

La ministre a mis en oeuvre deux grands chantiers du président: la réforme du renseignement avec la création de la direction centrale du renseignement intérieur (DCRI), un FBI à la française et l'intégration des gendarmes (militaires) au sein de son ministère composé jusqu'alors de policiers (civils), souvent en guerre entre eux.

Elle a souvent mené et gagné des combats difficiles. Elle a détenu un record de longévité dans le gouvernement Raffarin. A la Défense, elle a su s'imposer dans un milieu réputé machiste et a endossé d'emblée les habits de la fonction et se rendre populaire, ce qui fut moins évident à Beauvau.

Blonde athlétique au caractère trempé, elle se faisait alors appeler Madame "le" ministre de la Défense, pour marquer que seule la fonction compte et non le sexe de la personne qui l'occupe. Elle fut moins exigeante sur ce point à l'Intérieur.

Jeune universitaire, elle doit son envie de faire de la politique à son père, Bernard Marie, ancien député-maire de Biarritz, dont elle fut suppléante au Palais-Bourbon de 1978 à 1981.

Elle la doit également à un ami de son père qui la convainc d'entrer au RPR, un certain Jacques Chirac. De là à imaginer qu'elle deviendrait un jour la patronne des chiraquiens...

Les embûches furent nombreuses et les hommes de son parti peu enclins à lui faire de cadeaux. Mais devenue entre-temps députée-maire de Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées Atlantiques), elle a su tirer profit des leçons prodiguées par son mentor. Jusqu'à se faire élire présidente du RPR en 1999, alors qu'elle n'était pas la candidate du président Chirac.

Docteur en droit et en sciences politiques, titulaire d'une maîtrise d'ethnologie et du Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, son arrivée au ministère de la Défense en 2002 fut pour beaucoup, une surprise.

La dernière campagne présidentielle l'a vue hésiter. Désireuse d'incarner un "gaullisme de renouveau", Mme Alliot-Marie a laissé planer le plus longtemps possible l'hypothèse d'une candidature, y renonçant au tout dernier moment pour apporter son soutien à M. Sarkozy.